

RAPPORT

La sagesse d'Adam Smith pour notre époque



RICHARD EBELING * • Juin 2014

LA croissance continue des dépenses publiques, des impôts et des réglementations dans de nombreuses parties du monde soulève une fois de plus la question du contrôle et des interventions politiques sur les marchés. Il n'est peut-être pas inutile de se rappeler les enseignements de l'économiste écossais Adam Smith, dont nous célébrons ce mois le 291^e anniversaire, à propos de la supériorité des marchés libres par rapport à l'emprise de l'État.

Adam Smith est né le 5 juin 1723 dans le petit village de Kirkcaldy, en Écosse. Sa mère l'éleva seule suite au décès de son père alors que le bébé n'avait que deux mois. Smith aurait pu avoir un tout autre avenir si l'on songe qu'à l'âge de quatre mois il fut kidnappé par une bande de gitans itinérants. Par chance pour l'humanité, une petite troupe s'organisa pour le retrouver et il fut sauvé d'une vie qui aurait pu être celle d'un lecteur de cartes de tarot ou d'un pickpocket.

Smith fut professeur de philosophie morale pendant un peu plus de douze ans l'Université de Glasgow, de 1751 à 1763. Il quitta ensuite l'université pour servir de tuteur au fils d'un noble britannique pendant trois ans, après quoi il bénéficia d'une pension à vie qui lui permit de se consacrer à tout loisir à l'écriture du livre pour lequel il est le plus célèbre : *Recherches sur la nature et les causes de la richesse des nations*. Il complète par ce biais en quelque sorte l'argument politique de la liberté individuelle par l'argument de la liberté économique et de la libre entreprise. Cet ouvrage est publié en mars 1776, à la suite de ses voyages sur le continent, en passant par Genève, et en particulier à Paris, où il se familiarise avec les idées des premiers économistes libéraux comme François Quesnay, Turgot ou Richard Cantillon, dont il approfondit et généralise la pensée. Il rencontre également Voltaire, qu'il admire.

Un système de liberté naturelle

L'une de ses motivations pour rédiger ce livre est de réfuter le régime existant de contrôles et de réglementations étatiques du mercantilisme. Adam Smith relève que si la gestion des marchés par l'État était supprimée, un système de liberté naturelle, selon son appellation, verrait le jour. Chaque individu, pour autant qu'il ne viole pas les lois de justice, c'est-à-dire le respect mutuel envers

* L'auteur est professeur d'économie à l'Université Northwood et membre du conseil académique de l'Institut Libéral.

la vie, la liberté et la propriété honnêtement acquise, doit être libre de poursuivre ses intérêts propres en fonction de ses choix et de mettre son travail et son capital en concurrence avec ceux des autres. Quelles sont alors les fonctions de l'État dans ce système de liberté naturelle ? Adam Smith assigne aux autorités un petit rôle, mais qu'il considère comme des responsabilités essentielles : premièrement, la défense nationale destinée à protéger la liberté et la sécurité des citoyens d'agressions d'autres pays ; deuxièmement, la police et les tribunaux pour garantir la vie, la liberté et la propriété de chacun contre les atteintes des voleurs et autres malfaiteurs et pour résoudre les conflits qui peuvent survenir entre les citoyens ; et troisièmement, quelques « travaux publics » comme les routes, les ponts ou les ports.

À part ces activités très limitées, Adam Smith estime que toutes les autres questions doivent relever des choix et des décisions de chaque personne, soit à titre individuel, soit en association volontaire avec d'autres au sein de la société civile. Le système de liberté naturelle de Smith s'apparente donc en large partie à l'idéal libéral.

La futilité de l'ingénieur social

Il est très réticent à étendre le contrôle de l'État au-delà de ces quelques domaines, car le pouvoir politique peut très facilement être utilisé et abusé par le type de personnes qu'il dénomme « l'homme de système », ce que nous pourrions appeler aujourd'hui « l'ingénieur social » ou « le planificateur paternaliste » qui prétend savoir mieux que tout le monde comment chacun devrait vivre.

L'ingénieur social considère les membres de la société comme de simples pions « sur le grand échiquier de la société » qui pourraient être déplacés sans trop se préoccuper que ces « pions » soient des individus vivants et pensants, évaluant et planifiant eux-mêmes leur vie et décidant de leurs actes selon leurs préférences. Ainsi qu'Adam Smith l'exprime dans son livre antérieur, *La Théorie des sentiments moraux* (1759) : « L'homme de système est capable d'être très sage dans sa vanité et est souvent si amouraché de la beauté supposée de son plan idéal de gouvernement qu'il ne peut en souffrir la moindre déviation. Il va l'établir dans sa totalité et dans toutes ses parties, sans aucune considération pour les intérêts ou les préjudices qui pourraient s'y opposer ; il semble imaginer pouvoir arranger les différents membres de la grande société avec autant d'aise que la main arrange les différences figurines sur l'échiquier ; il ne songe pas que les figurines puissent avoir un autre principe de motion que la main qui les déplace ; or dans le grand échiquier de la société humaine, chaque figurine a son propre principe de motion, généralement complètement distinct de celui que les législateurs veulent lui imposer. »

L'homme de système se considère bien au-dessus et supérieur aux autres, qui doivent être forcés à se conformer à ses desseins politiques. Comme Smith l'observe : « L'insistance d'établir tout d'un coup, et malgré toute l'opposition, tout ce que son idée puisse requérir doit être souvent le degré le plus achevé de

l'arrogance. Cela équivaut à élever son propre jugement comme le standard suprême de ce qui est juste et faux. C'est se complaire dans l'illusion que l'on est le seul homme sage et valable de la communauté et que les citoyens devraient s'adapter à soi, et non soi à eux. »

La division du travail et la coopération humaine

Cependant, si l'État et les ingénieurs sociaux ne planifient et ne dirigent pas la vie de chacun, comment la population va-t-elle organiser les affaires économiques courantes, comment les biens et les services dont les citoyens ont besoin pour vivre, selon leurs préférences, peuvent-ils être produits et fournis pour répondre à leur demande ?

Adam Smith est très insistant sur le fait que les relations économiques au sein de la société n'ont nul besoin d'être guidées par la main de l'État. Elles émergent tout à fait naturellement et spontanément dans la population, sans ordres ni directives politiques. En raison des talents et des aptitudes innées ou acquises de chacun, un système de division du travail s'établit dans chaque société. Les individus commencent à se spécialiser dans ce qu'ils s'avèrent mieux pouvoir produire comparativement à d'autres, qui à leur tour peuvent produire et fournir quelque chose de leur choix dans une qualité supérieure et à un prix moindre que si chacun s'efforçait de produire tout pour soi-même.

Comme l'explique Adam Smith : « C'est la maxime de chaque maître de famille prudent de ne jamais tenter de faire chez lui ce qui va lui coûter davantage à produire lui-même que d'acheter ailleurs. Le tailleur ne tente pas de fabriquer ses propres chaussures, mais les achète au cordonnier. Le cordonnier ne tente pas de fabriquer ses propres vêtements, mais les achète au tailleur. Le fermier ne tente de fabriquer ni l'un ni l'autre, mais recourt aux services de ces différents artisans. Chacun d'entre eux trouve qu'il est dans leur intérêt de consacrer l'ensemble de leur travail à ce qu'ils peuvent produire avec un avantage sur leurs voisins, et d'acheter avec une partie de la production, ou, ce qui est la même chose, une partie de son prix, toutes les autres choses dont ils peuvent avoir envie. Ce qui est prudent dans la conduite de chaque famille privée ne peut pas être faux à l'échelle d'un grand pays. Si un pays étranger peut nous livrer meilleur marché des matières premières que nous ne pouvons produire nous-mêmes, il vaut mieux les acheter avec une partie de la production de notre propre industrie, vouée à des produits où nous avons un avantage. »

L'intérêt personnel rationnel

Cette division du travail crée un réseau inévitable d'interdépendance humaine, à travers lequel chaque personne se spécialise dans la production d'un ou de quelques produits, et l'utilise comme moyen de paiement pour acheter chez d'autres toutes les autres choses souhaitées qu'ils peuvent produire mieux et à moindre coût. Si ce réseau de division du travail existe et fonctionne dans le cadre d'un système de liberté naturelle, chaque individu trouvera vite qu'il est dans son intérêt personnel de s'appliquer dans toutes ses activités à servir et à

améliorer les conditions de ses congénères pour atteindre ses propres buts, en fonction de ses préférences.

Précisément parce que le système de liberté naturelle exclut la violence, le vol et la fraude, la seule manière dont un individu peut obtenir des autres ce qu'il désire est en appliquant ses connaissances, ses aptitudes et ses ressources d'une façon d'être en mesure de produire et d'offrir aux autres ce qu'ils souhaitent. Ainsi, même si à aucun moment sa motivation n'est d'améliorer les conditions de vie des autres, dans son intérêt personnel chaque individu doit consacrer ses efforts à servir les souhaits des autres dans le but d'assouvir ses propres besoins. Et donc, alors que ce n'est pas l'intention de l'individu, l'effet cumulatif pour la société, note Adam Smith, est que les biens les plus désirés par les autres membres de la société seront ceux effectivement produits et offerts sur les marchés.

Ces résultats sont très nettement supérieurs aux tentatives de ceux qui détiennent le pouvoir politique d'essayer de guider la production consciemment et délibérément dans différentes directions. Les personnes détentrices de l'autorité politique ne possèdent ni le savoir, ni la sagesse, ni la capacité d'y parvenir mieux que chaque personne dans son coin de la société, qui connaît parfaitement les circonstances et les opportunités qui se présentent à lui, en fonction de ses propres aptitudes et de ses goûts. C'est ainsi que chaque individu est guidé, comme par une main invisible, dans la poursuite de son gain personnel et de l'amélioration de sa propre vie en améliorant en même temps les conditions de vie des autres membres de la société.

Comme le formule Adam Smith : « Puisque chaque individu s'efforce, le plus qu'il peut, à la fois d'employer son capital pour l'industrie nationale et de diriger cette industrie de manière à lui faire produire la plus grande valeur possible, chaque individu travaille nécessairement à rendre aussi grand que possible le revenu annuel de la société. À la vérité, son intention, en général, n'est pas en cela de servir l'intérêt public, et il ne sait même pas jusqu'à quel point il peut être utile à la société. ... En dirigeant cette industrie de manière à ce que son produit ait le plus de valeur possible, il ne pense qu'à son propre gain ; en cela, comme dans beaucoup d'autres cas, il est conduit par une main invisible à remplir une fin qui n'entre nullement dans ses intentions. »

L'impossibilité de planifier la société

L'amélioration générale de la condition humaine est non seulement le résultat involontaire de la poursuite de l'intérêt personnel dans le cadre de l'échange volontaire et compétitif des marchés, Adam Smith le considère bien supérieur à toute tentative du gouvernement et de ceux dotés de pouvoir politique de planifier et d'imposer une coordination centralisée des membres de la société.

Dans le même esprit que ses avertissements antérieurs contre l'ingénieur social, ou « l'homme de système », Smith observe : « Tout en ne cherchant que

son intérêt personnel, l'individu travaille souvent d'une manière bien plus efficace pour l'intérêt de la société, que s'il avait réellement pour but d'y travailler. Je n'ai jamais vu que ceux qui aspiraient à travailler pour le bien général, aient fait beaucoup de bonnes choses... Ce qui relève de la spécialité de l'industrie nationale que son capital peut faire valoir et ce qu'elle peut produire de la plus grande valeur, chaque individu, dans sa propre situation, c'est évident, en est un meilleur juge que n'importe quel homme d'État ou législateur. L'homme d'État qui tenterait de diriger des personnes privées dans la manière dont ils devraient allouer leur capital ne se chargerait pas seulement d'une tâche tout à fait inutile, mais assumerait une autorité qui ne peut être confiée sans danger ni à une seule personne, ni à un conseil ou à un sénat quelconque, et qui ne serait nulle part plus dangereuse que dans les mains d'un homme qui aurait la folie et l'audace de se donner l'illusion qu'il est capable de l'exercer. »

Adam Smith ne pense pas que les individus agissant librement sur les marchés soient omniscients ou ne commettent jamais d'erreurs, ni que leur jugement à propos d'un avenir forcément incertain soit toujours correct et leur permette d'éviter toute déception ou perte. Il reconnaît en revanche que chaque personne, dans son environnement, a une meilleure compréhension de ses circonstances et de ses opportunités en fonction de ses aspirations, de ses désirs et de ses objectifs. Et que chaque individu a la plus grande motivation et la plus forte incitation à prendre de sages décisions, étant donné que les conséquences d'un échec éventuel vont retomber sur lui. Celui qui supporte les coûts et récolte les gains potentiels a une forte incitation de minimiser les premiers et de maximiser les seconds.

Cela n'est en revanche pas vrai lorsque ce sont les détenteurs de pouvoir politique qui prennent les décisions, argumente Smith. L'homme d'État n'a aucun moyen de connaître et de comprendre les choses de la manière dont chaque individu peut les évaluer dans son propre environnement. Aucun législateur ne supporte les coûts des décisions erronées qu'il impose aux autres ; après tout, il continue de vivre des impôts prélevés de force auprès de ceux auxquels il a causé un préjudice.

La liberté de commerce intérieure et internationale

Adam Smith estime que le commerce international doit être laissé au marché libre, tout comme les activités économiques nationales. Pour les mêmes raisons fondées sur l'intérêt personnel, il argumente qu'il serait superflu et contre-productif que l'État tente de diriger l'importation et l'exportation de biens et de services pour maintenir une balance des paiements prétendument « favorable » ou pour éviter un « déficit » commercial.

Chaque individu essaie de minimiser les coûts qui doivent être supportés pour atteindre ses objectifs. Il ne produit chez lui que ce qui est moins cher à produire que cela n'est d'acheter auprès des autres. Et il achète les biens qu'il désire auprès des autres seulement si ceux-ci peuvent les fournir à un coût moindre en ressources, en travail et en temps que si l'individu en question tentait

de produire le même bien par ses propres efforts. Ainsi, l'individu achète des biens chez des producteurs dans d'autres pays seulement lorsqu'ils peuvent les offrir à un coût moindre que s'ils étaient fabriqués dans son propre pays. Et inversement, il fournit au vendeur, en contrepartie des biens manufacturés à l'étranger, des biens ou des services à un coût moindre que si ce dernier essayait de les produire dans son pays.

Si les États, à travers les réglementations et les contrôles, forcent un produit à être fabriqué dans le pays alors qu'il pourrait être acheté moins cher à l'étranger, ils dirigent des ressources et des forces de travail vers des usages dissipateurs et inefficients. Le résultat d'une telle politique est de diminuer la richesse de la nation – et le bien-être matériel des citoyens – de l'ampleur des ressources et du travail supplémentaires qui doivent être dévolus à la fabrication des biens désirés qui pourraient être obtenus à travers un système libre de division internationale du travail et d'échange pacifique mutuellement bénéfique. C'est pourquoi il est toujours plus prudent, pour la prospérité d'une nation, de laisser la production et l'échange dans les mains des citoyens.

Le commerce, source d'une société civile vertueuse

Finalement, Adam Smith argumente que les bienfaits du commerce et de l'échange libres et compétitifs ne se limitent pas aux améliorations matérielles de la condition humaine. Ils servent également de méthode de civilisation, en promouvant la courtoisie, le respect des autres, l'honnêteté et l'engagement d'honorer ses promesses. Lorsque les individus échangent entre eux sur une base quotidienne et régulière, ils apprennent très vite que leur bien-être requiert une sensibilité particulière envers ceux avec qui ils sont en contact. Perdre la confiance de ses partenaires d'échange peut avoir des conséquences personnelles négatives tant au plan social qu'économique.

L'intérêt personnel qui guide une personne à se montrer courtoise et prévenante envers ses clients, par peur de perdre leur fidélité au profit d'un concurrent avec de meilleures manières, tend à être internalisé avec le temps et à être considéré comme l'attitude correcte envers les autres en général et dans la plupart des circonstances. La culture commerciale est donc une culture civilisatrice. Elle est l'inverse de la culture politique, fondée sur le pouvoir, la force et la contrainte. À travers le processus social du commerce, l'orientation vers les autres, que l'échange volontaire requiert de chaque individu s'il veut atteindre ses objectifs personnels, promeut l'institutionnalisation d'une conduite interpersonnelle généralement associée à une société cultivée.

Adam Smith l'exprime ainsi dans ses *Discours sur la jurisprudence* : « Lorsque le commerce est introduit dans un pays, la probité et la ponctualité l'accompagnent toujours... Cela peut être ramené à l'intérêt personnel, ce principe général qui régule les actions de chaque personne et qui conduit les êtres humains à agir à leur avantage. Un commerçant craint de perdre son caractère et il observe scrupuleusement chacun de ses engagements. Lorsqu'une personne réalise peut-être vingt transactions en une journée, il ne

peut pas gagner autant en s'aventurant de tromper son prochain, alors que la seule apparence d'être un tricheur lui ferait tout perdre. Lorsque les individus n'échangent que rarement ensemble, nous trouvons qu'ils peuvent être disposés à tricher, parce qu'ils gagnent davantage par la ruse qu'ils ne perdent par le dommage causé à leur caractère. Lorsque les échanges sont fréquents, une personne ne s'attend pas à gagner autant d'une seule transaction que de la probité et de la ponctualité pour l'ensemble de ses échanges, et le commerçant prudent, sensible à son véritable intérêt, choisirait plutôt de perdre ce à quoi il a droit plutôt que d'éveiller une suspicion à son égard. Lorsque la plus grande partie de la population devient marchande, la probité et la ponctualité vont toujours se répandre très largement et deviendront les vertus principales d'une nation commerçante. »

Les obstacles à la liberté et le pouvoir des idées

Adam Smith est tout à fait conscient que la déréglementation du commerce et de l'industrie et la libéralisation des échanges nationaux et internationaux des contrôles de l'État sont rarement faciles à mettre en œuvre. Dans ses *Recherches sur la nature et les causes de la richesse des nations*, il énonce deux obstacles à l'établissement du système de liberté naturelle : premièrement, ce qu'il appelle « les préjugés du public », à savoir la tâche souvent difficile de faire voir et de faire comprendre aux citoyens ordinaires le fonctionnement bénéfique et la logique d'un marché libre compétitif ; deuxièmement, ce qu'il nomme « le pouvoir des intérêts », c'est-à-dire les groupes d'intérêts particuliers qui font pression sur le gouvernement, à travers le lobbysme, pour obtenir des réglementations et des restrictions anti-concurrentielles, des protections contre les concurrents étrangers et des subventions et des redistributions financées par l'impôt, au détriment et à la charge des consommateurs, des contribuables et des concurrents potentiels qui sont exclus du marché.

En effet, lorsqu'Adam Smith disparaît en 1790, à l'âge de 67 ans, il semblait fort improbable que l'idée et l'idéal de la liberté individuelle et de la liberté économique pourraient jamais triompher. Smith lui-même considérait qu'il était utopique de s'attendre à l'établissement d'un régime de liberté de commerce et d'entreprise. Et pourtant, plusieurs décennies après sa mort, vers le milieu du dix-neuvième siècle, la liberté d'entreprendre ne prévalait pas uniquement dans son propre pays, mais s'était déjà propagée ailleurs en Europe, en Amérique du Nord et dans d'autres parties du monde.

Les menaces posées à la liberté économique aujourd'hui ne sont pas plus importantes qu'à l'époque d'Adam Smith il y a environ 250 ans. Les mêmes « préjugés du public » et le même « pouvoir des intérêts » l'entravent. Or en dépit du pessimisme d'Adam Smith sur les chances de la liberté de prévaloir, ses arguments ont triomphé pendant une bonne partie du dix-neuvième siècle jusqu'au début du vingtième, puis à nouveau lors des libéralisations et l'accélération de la division internationale du travail dans les deux dernières décennies du siècle dernier. Cela démontre le pouvoir des bonnes idées.

Si nous avons à cœur d'appliquer à notre époque la logique des explications d'Adam Smith sur le libre fonctionnement des marchés, nous pouvons triompher de la même manière dans nos efforts d'établir un « système de liberté naturelle » plus robuste et plus élaboré pour nous-mêmes, nos enfants et nos petits-enfants.



INSTITUT LIBÉRAL

Impressum

Institut Libéral
Place de la Fusterie 7
1204 Genève, Suisse
Tél.: +41 (0)22 510 27 90
Fax: +41 (0)22 510 27 91
libinst@libinst.ch

Les publications de l'Institut Libéral se trouvent sur
www.institutliberal.ch.

Disclaimer

L'Institut Libéral ne prend aucune position institutionnelle. Toutes les publications et communications de l'Institut contribuent à l'information et au débat. Elles reflètent les opinions de leurs auteurs et ne correspondent pas nécessairement à l'avis du Comité, du Conseil de fondation ou du Conseil académique de l'Institut.

Cette publication peut être citée avec indication de la source.
Copyright 2014, Institut Libéral.